

Pourquoi les Érythréens fuient en masse leur pays

De notre correspondant à Addis-Abeba (Éthiopie). - L'Érythrée est sans doute le seul pays dont la population fuit le progrès. C'est en tout cas ce qu'affirme implicitement un [rapport](#) du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), publié en 2014. L'entité onusienne s'y félicite que ce petit pays de la Corne de l'Afrique ait atteint plusieurs « Objectifs du millénaire », ces aiguillons onusiens en matière de développement. Ainsi, en deux décennies d'indépendance, l'Érythrée aurait réduit des deux tiers la mortalité infantile, divisé par quatre la mortalité maternelle et maintenu « *un niveau exceptionnellement bas* » des taux de prévalence du VIH et de la tuberculose. De quoi faire de l'Érythrée, toujours d'après le PNUD, « *une vitrine des succès en matière de santé* ».

Dans ce cas, pourquoi 5 000 Érythréens, au bas mot, quittent-ils leur pays chaque mois, le plus souvent au péril de leur vie, tel que l'affirme le conseil des droits de l'homme des Nations unies dans un autre [rapport](#) publié en juin 2015 ? Cette année, aux portes de l'Europe, les réfugiés érythréens figurent ainsi en deuxième position derrière les Syriens. La plupart ont d'abord transité par le Soudan ou l'Éthiopie, deux pays limitrophes, où l'on compte plus de 250 000 personnes dans des camps de réfugiés.

Derrière des piles de livres et de documents recouvrant son petit bureau de l'Institute for Security Studies (ISS), à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne, Berouk Mesfin sourit. « *On ne sait même pas exactement combien de personnes vivent en Érythrée. Vous pouvez oublier les Objectifs du millénaire...* » Le dernier recensement remonte en effet à 1984, à l'époque où l'Érythrée était encore une province de l'Éthiopie. On parle aujourd'hui de 6 millions d'Érythréens. En 2014, l'ONU estimait ainsi qu'entre « *6 % à 10 % de la population nationale* », soit 357 406 personnes, sans compter la diaspora dispersée dans le monde, aurait donc déjà quitté le pays. Le phénomène migratoire érythréen n'est pas nouveau, mais l'Europe s'y est éveillée en découvrant les milliers de migrants arrivant à ses frontières ces dernières années.



Un migrant originaire d'Erythrée à la frontière entre Vintimille et Menton le 14 juin 2015. © Eric Gaillard/Reuters

De l'Érythrée on connaît surtout ce qu'en racontent les Érythréens qui végètent dans les camps de réfugiés ou ceux qui échouent sur les rives européennes. Des récits de service militaire à vie, de privation de liberté, de torture, d'économie au ralenti... Le pays est souvent présenté comme l'un des plus isolés sur le plan international et l'un des plus militarisés. Pour comprendre ce qui se joue derrière les frontières de l'Érythrée, il faut se plonger dans son histoire.

À la fin du XIX^e siècle, les Italiens du roi Umberto nomment « *Érythrée* » leur nouvelle colonie longeant la mer Rouge. Un bout de côte et des hauts-plateaux. Un accès à la Corne de l'Afrique, surtout. Asmara en deviendra vite la capitale de laquelle partiront, quarante ans plus tard, les régiments de l'armée fasciste de Mussolini. L'Abyssinie, qui deviendra l'Éthiopie, est occupée pendant cinq ans à la fin des années 1930 avant que les alliés n'en chassent les Italiens. Personne ne s'accorde sur le sort de l'Érythrée, qui restera sous mandat onusien avant d'être annexée par l'Éthiopie en 1962. S'ensuivent trente années de guerre

civile avec l'occupant éthiopien qui vont forger une génération de « combattants martyrs » et affûter un profond sentiment nationaliste. En 1993, à l'issue d'un référendum organisé par les Nations unies, l'Érythrée accède à son indépendance. L'un des leaders de la rébellion, Issayas Afeworki, en devient le président. Bill Clinton le classe à l'époque parmi les prometteurs « *dirigeants de la renaissance* » africaine. Vingt-deux ans plus tard, l'homme est toujours chef d'État, sans qu'aucune élection n'ait jamais été organisée.

Peu après l'indépendance, « *les générations présentes et futures* » ayant « *la responsabilité historique de préserver une Érythrée libre et souveraine, héritage de milliers de martyrs* », un service militaire national est proclamé. Chaque citoyen âgé de 18 à 50 ans doit donner dix-huit mois au pays, arme au poing. En 1998-2000, une nouvelle guerre éclate entre l'Éthiopie et l'Érythrée pour un différend autour de quelques kilomètres carrés de cailloux à la frontière dont les deux pays se disputent le tracé. Le bilan est lourd – plusieurs dizaines de milliers de morts – et le problème n'est pas résolu. Surtout, ce nouveau conflit fournit à Issayas Afeworki le prétexte pour une mobilisation militaire permanente de la société érythréenne.

Après guerre, 2001 marque un nouveau tournant. Le président Issayas élimine les principaux contestataires, emprisonne des journalistes, verrouille la société. Quinze responsables politiques de haut rang, depuis connus comme les G-15, sont arrêtés. Ils sont toujours en prison, certains seraient décédés. Les militaires ont ordre de tirer sur quiconque tente de franchir la frontière illégalement. La Constitution, écrite en 1997 et censée instaurer un État modèle et libre dont seraient fiers les Érythréens, n'a jamais été appliquée.

« *Le service national est sûrement l'une des principales causes de départ* »

Quinze ans après la dernière guerre avec l'Éthiopie, « *le service militaire demeure la raison structurelle du départ des Érythréens* », analyse David Bozzini, chercheur au Graduate Center de l'université de New York et auteur d'une thèse sur la surveillance et la conscription en Érythrée. Le vieux conflit avec l'Éthiopie justifie de maintenir le pays en état d'alerte. « *Les enfants sont souvent recrutés de force et les conscrits se retrouvent à servir pour une période indéfinie* », relève le rapport onusien de juin 2015.

« *Mais le service militaire n'est qu'une partie de la raison* », poursuit David Bozzini, qui a vécu en Érythrée de 2005 à 2007. « *Il s'agit d'un pays avec une économie d'État planifiée qui fonctionne uniquement grâce à cette mobilisation nationale.* » Les conscrits, souvent sous-payés, voire pas payés du tout, sont réquisitionnés pour divers travaux. Aucune entreprise privée n'est autorisée dans le pays, à part de petites échoppes, toutes approvisionnées par la Red Sea Corporation, propriété du parti unique, le

People's Front for Democracy and Justice.

L'économie du pays, en crise, repose sur trois piliers : une main-d'œuvre quasi gratuite puisque pas payée, l'argent de la diaspora souvent récolté par les ambassades sous forme de taxe, ainsi que l'industrie minière. Les sous-sols érythréens sont en effet riches en or, en cuivre, en potasse et autres minerais. Des entreprises canadiennes, australiennes et chinoises opèrent ou se préparent à opérer dans le pays. Accusés de travail forcé par les Nations unies, les Canadiens de Nevsun auraient généré 755 millions de dollars pour l'État érythréen depuis 2011, d'après un [rapport de « responsabilité sociale »](#) de l'entreprise.

En plus de détruire les liens sociaux en arrachant les conscrits à leur milieu social et culturel, le service militaire prive aussi les jeunes de la possibilité de subvenir aux besoins de leur famille. « *Se réaliser en tant qu'adulte, c'est-à-dire prendre ses responsabilités par rapport à ses proches, consiste donc à s'enfuir* », conclut David Bozzini. Pour certains gradés, la désertion serait même devenue une source de revenus : on n'appuie pas sur la gâchette contre un peu d'argent.



« *Le service national est sûrement l'une des principales causes de départ, mais ce n'est pas la seule* », ajoute Dan Connell, du centre d'études africaines de l'université de Boston. Auteur de nombreux ouvrages sur le pays et l'un des plus anciens observateurs de l'Érythrée, l'ex-journaliste vient d'achever un tour de 19 pays à la rencontre des migrants érythréens. Lui s'est fait expulser du pays en 2002 pour avoir « *critiqué les atteintes aux droits de l'homme du régime* ». « *Les gens parlent aussi de persécutions religieuses et politiques. Aucune organisation non reconnue par le parti ou l'État n'est autorisée, aucune ONG indépendante, aucun syndicat... Seules quatre religions sont légales et il n'y a pas d'espace pour le débat politique.* »

La surveillance de la population est telle que le système s'auto-alimente. « *La peur, l'incertitude et l'insécurité créent de l'autocensure* », explique David Bozzini. « *Le système dérive, pas forcément de façon intentionnelle de la part du régime : sans source de revenus convenables, les gens n'en sont plus*

seulement les victimes, ils utilisent les institutions coercitives de l'État pour leurs bénéfices ou pour régler des conflits d'ordre privé. » L'ennemi ne se limite pas au fonctionnaire zélé, il peut être un peu tout le monde, « *comme ce qui existait en Allemagne de l'Est* », commente David Bozzini.

Le rapport du Conseil des droits de l'homme de l'ONU évoque « *un système de contrôle omniprésent utilisé avec un arbitraire absolu pour maintenir la population dans un état d'anxiété permanent* ». Le chercheur de l'ISS, Berouk Mesfin, surenchérit : « *Même une tentative de coup d'État militaire en 2013 a échoué parce que personne ne fait confiance à personne.* » À l'époque, une centaine de militaires avaient momentanément investi les locaux de la télévision nationale, en vain. « *Les Érythréens quittent leur pays surtout parce qu'ils n'ont plus d'espoir pour leur futur* », conclut Berouk Mesfin.

À Asmara, la longévité du président Issayas Afeworki semble sans limite et l'opposition, qu'elle soit dans ou hors du pays, est éclatée. « *Il est difficile pour les Érythréens d'accepter que le projet nationaliste est un échec. Même parmi les opposants, Issayas demeure l'homme qui a permis l'accession à l'indépendance* », explique Berouk Mesfin. « *La Nation, c'est le régime. Le régime, c'est la nation* », abonde David Bozzini. « *Même ceux qui haïssent ce système doivent faire un gros travail sur eux-mêmes pour s'opposer au régime qui a permis l'indépendance du pays.* » En 2013, par exemple, les jeunes officiers mutins n'auraient pas réclamé le départ du président Issayas Afeworki, uniquement l'application de la Constitution et la libération des opposants. Peine perdue.

Dans ce contexte, la volonté de l'UE de renforcer son aide au développement à l'Érythrée afin de tarir le flux de migrants à la source laisse parfois les spécialistes interrogés.